

## Portrait économique de la nouvelle Ville de Montréal

### **La Ville de Montréal : lieu de résidence et lieu de travail**

Dans la nouvelle Ville de Montréal résident 1,8 million d'habitants, soit 53 % de la population de la région métropolitaine de recensement (RMR). L'emploi urbain est plus concentré que la population. La ville accueille un million de travailleurs, soit 70 % de l'emploi régional. La Ville de Montréal est davantage le cœur économique que le cœur démographique de la région métropolitaine.

À l'échelle urbaine, les statistiques économiques les plus facilement disponibles sont celles sur l'emploi. Un portrait économique urbain décrit soit les secteurs où œuvrent les gens qui y travaillent, soit les secteurs où œuvrent les gens qui y résident.

Et il faut soigneusement distinguer entre les deux, lieu de travail et lieu de résidence, car on travaille souvent dans une ville autre que celle où l'on habite, ce qui n'est pas le cas dans un pays ou une région métropolitaine. Les habitants d'une région métropolitaine y travaillent. Dans la Ville de Montréal, 8 % des résidents de la ville travaillent en dehors de cette dernière et, surtout, 35 % de la main-d'œuvre des entreprises de la ville habite à l'extérieur de celle-ci (voir tableau 4.1). Par contre, dans la RMR de Montréal, seuls 3 % des habitants qui travaillent le font à l'extérieur de la région et 5 % des gens qui y travaillent résident hors de la région. Une région métropolitaine est un marché du travail intégré.

### **Le recensement, source de renseignements sur le lieu de travail**

Un portrait économique s'intéresse davantage à ce qui se produit sur le territoire qu'à ce que produisent les résidents de ce territoire. Or, les statistiques urbaines courantes ne touchent ni les entreprises, ni les travailleurs selon leur lieu de travail mais les résidents. Par exemple, celles de l'enquête sur la population active, qui est la source régulière la plus détaillée de statistiques urbaines, couvrent les personnes employées selon leur lieu de résidence.

La source la plus complète et la plus fiable de statistiques sur la production effectuée sur le territoire de la Ville de Montréal est le recensement quinquennal de la population.

Préparées une fois tous les cinq ans, disponibles un an ou deux après le recensement, ces statistiques souffrent d'un certain retard. La dernière mise à jour date du recensement de 1996<sup>1</sup>.

### **Une économie de services, comme partout ailleurs**

L'emploi peut être classé de manière sommaire entre les secteurs qui produisent des biens et ceux qui produisent des services. Les secteurs qui produisent des biens comprennent l'industrie manufacturière, la construction et le secteur primaire (agriculture, mines et forêts). Les secteurs qui produisent des services regroupent le commerce, le secteur financier, les services aux entreprises, les services publics (transport, communications, etc.), la santé et l'enseignement, divers services aux consommateurs et le gouvernement.

Comme dans l'ensemble du monde industrialisé, l'emploi à Montréal se concentre dans la production de services. Cette part de l'emploi atteint 79,5 % en 1996. En 1971, elle ne s'élevait qu'à 67 %. Au cours des vingt-cinq dernières années, l'emploi dans les services a augmenté de 540 000 à 810 000 sur le territoire de la Ville de Montréal. Par contre, dans la production de biens, l'emploi a diminué de 270 000 à 210 000. L'emploi total a augmenté d'environ 26 % de 1971 à 1996 mais toute la croissance s'est faite dans les services.

C'est la manifestation d'un phénomène généralisé dans tous les pays industrialisés : la tertiarisation de l'économie. L'emploi se concentre dans les services principalement parce que la croissance de la productivité y est plus faible et que, lorsque les revenus augmentent, la demande de services s'accroît plus vite que celle des biens. Dans l'industrie manufacturière, un progrès technique rapide diminue l'utilisation de la main-d'œuvre.

La structure économique globale de la Ville de Montréal ne diffère pas beaucoup de celle de la région métropolitaine. Les services comptent pour 78,7 % de l'emploi régional, ce qui n'est pas loin des 79,5 % de la ville. Ceci tient en partie au poids de la ville dans l'emploi régional : sept emplois sur 10 se trouvent sur le territoire de la ville. Dans le reste de la région métropolitaine, la part des services est légèrement plus faible, soit 76,8 % de l'emploi, car la construction et l'agriculture s'y concentrent.

---

1. Il existe aussi un recensement des établissements et de l'emploi (REEM), réalisé par la Ville de Montréal, mais il ne couvre que le territoire de l'ancienne ville.

**Tableau 4.1**  
**Les deux facettes de l'économie de Montréal**

Les travailleurs <sup>1</sup>		Les résidents	
Personnes qui travaillent dans la Ville de Montréal	1 017 000	Personnes occupées (emploi) de la Ville de Montréal	762 000
Part qui réside hors de la ville	35 %	Part qui travaille hors de la ville	8 %
Personnes qui travaillent dans la RMR de Montréal	1 460 000	Personnes occupées (emploi) de la RMR de Montréal	1 502 000
Part qui réside hors de la RMR	5 %	Part qui travaille hors de la RMR	3 %

1. Personnes de 15 ans et plus qui ont un lieu de travail habituel ou qui travaillent à domicile.  
Sont exclues les personnes qui n'ont pas d'adresse de travail fixe.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1996.

**Tableau 4.2**  
**Personnes qui travaillent dans la Ville et la RMR de Montréal en 1996**

	Unité	Lieu de travail		
		Montréal		Part Ville / RMR (%)
		Ville	RMR	
Emploi selon le lieu de travail <sup>1</sup>	000	1 017	1 460	69,7
Secteurs économiques - part dans l'emploi	%			
Total		100,0	100,0	69,7
Primaire		0,2	0,7	24,1
Industries manufacturières		18,4	18,0	71,1
Construction		1,9	2,6	50,5
Transport et entreposage		4,4	4,1	75,0
Communications et serv. publics		4,6	3,9	81,4
Commerce de gros		6,6	6,4	71,7
Commerce de détail		10,7	12,9	58,2
Finance et assurances		5,2	4,6	78,9
Immobilier et agences d'ass.		2,0	1,9	73,7
Services aux entreprises		9,3	8,4	77,4
Administration publique		5,1	5,1	70,4
Enseignement		7,0	7,3	67,0
Santé et services sociaux		11,5	10,9	73,5
Hébergement et restauration		5,3	5,8	64,4
Autres services		7,7	7,5	71,1

1. Personnes de 15 ans et plus qui ont un lieu de travail habituel ou qui travaillent à domicile. Sont exclues les personnes qui n'ont pas qui n'ont pas d'adresse de travail fixe.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1996, produit personnalisé sur le lieu de travail.

**Tableau 4.3**  
**Personnes qui résident dans la Ville et la RMR de Montréal en 1996**

	Unité	Lieu de résidence		
		Montréal		Part Ville / RMR (%)
		Ville	RMR	
Personnes occupées (emploi)	000	762	1 502	50,7
Secteurs économiques - part dans la population active	%			
Total		100,0	100,0	51,1
Primaire		0,4	0,8	23,1
Industries manufacturières		18,0	17,6	52,2
Construction		3,0	4,2	36,9
Transport et entreposage		3,8	4,3	44,8
Communications et serv. publics		3,3	3,7	44,3
Commerce de gros		6,3	6,3	51,3
Commerce de détail		11,5	12,6	46,8
Finance et assurances		4,1	4,3	48,5
Immobilier et agences d'ass.		2,0	1,8	56,8
Services aux entreprises		9,6	8,4	58,5
Administration publique		4,3	4,9	45,4
Enseignement		7,7	7,0	56,5
Santé et services sociaux		10,5	10,1	53,2
Hébergement et restauration		6,5	6,0	55,5
Autres services		9,2	8,1	57,7
Population active	000	878	1 693	51,9
Personnes occupées (emploi)	"	762	1 502	50,7
Taux d'emploi	%	52,2	56,4	
Taux de chômage	"	13,2	11,2	
Population	000	1 776	3 327	53,4

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada de 1996.

## Étalement de l'emploi

Une autre force affecte la Ville de Montréal : l'étalement urbain. Il ne date pas d'hier et il était plus intense il y a cent ans qu'aujourd'hui.

Plus une région urbaine est étalée, plus la population et l'emploi sont dispersés autour du centre de la région. On mesure couramment l'étalement urbain en calculant la part des personnes qui vivent ou qui travaillent dans la ville centrale. Si cette proportion baisse, il y a étalement.

Les graphiques ci-contre illustrent l'étalement de la population et de l'emploi qui s'est produit à Montréal depuis 1971. L'emploi est moins dispersé que la population, mais comme elle, il est en train de s'étaler. La part de la population régionale qui se trouve dans la Ville de Montréal est passée de 71,4 % en 1971 à 53,4 % en 1996. Celle de l'emploi est tombée de 85,1 % à 69,7 %. Parmi les secteurs économiques, les services à la consommation (commerce de détail, hébergement et restauration, divertissements et loisirs, coiffure, etc.) sont les plus étalés.

En fait, l'étalement urbain est plus prononcé que ne le laisse voir la baisse du poids de la nouvelle ville. L'étalement est sous-estimé ici car la Ville de Montréal comprend des zones de banlieue que l'étalement urbain a fait croître. Par exemple, Sainte-Anne-de-Bellevue et Rivière-des-Prairies sont aussi loin du centre-ville que Boucherville. Si l'on prend l'ancienne ville comme mesure, l'étalement, particulièrement celui de l'emploi, est plus prononcé.

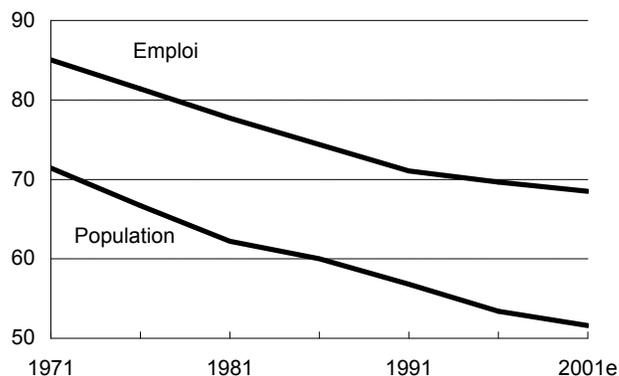
Ainsi, l'industrie manufacturière est généralement un des secteurs les plus dispersés car la banlieue lui offre des terrains bon marché et de vastes espaces qui permettent la construction d'usines modernes à un étage. Or, la nouvelle Ville de Montréal compte pour 71 % de la main-d'œuvre manufacturière de la RMR. À Montréal, la déconcentration manufacturière s'est faite surtout vers Saint-Laurent et le West Island. Les industries qui ont crû le plus dans les années 1990 — aéronautique et matériel de communication — sont localisées dans l'ouest de l'île.

## Spécialisation accrue dans la manipulation de l'information

Alors que les services à la consommation et l'industrie manufacturière ont quitté le centre, un ensemble de services s'y concentrent, que l'on peut qualifier de services de « traitement de l'information ». Ce sont des secteurs où une majorité d'employés occupent des postes de direction, administration, professions ou secrétariat. Ils comprennent les services financiers, scientifiques et professionnels, l'éducation et la santé. Ils comptaient pour 36 % de l'emploi de la ville en 1971, et pour 45 % trente ans plus tard.

### Graphique 4.1 L'étalement urbain à Montréal

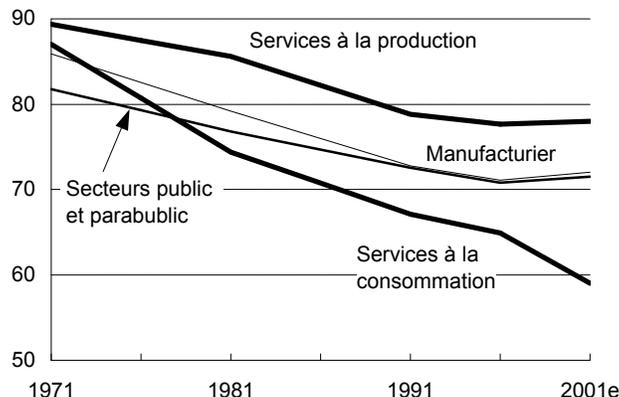
Part de la ville dans la RMR de Montréal, %



Source : Statistique Canada, Recensement du Canada.

### Graphique 4.2 L'étalement de l'emploi à Montréal

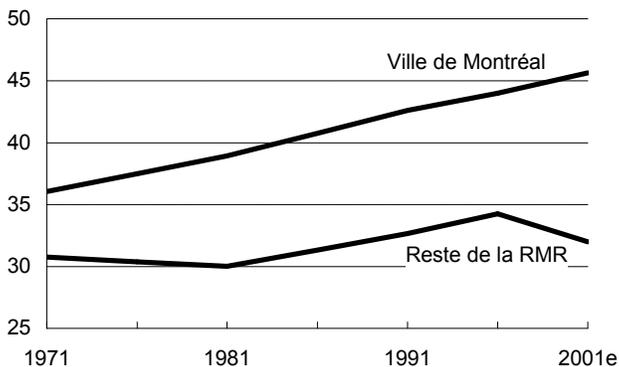
Part de la ville dans l'emploi de la RMR de Montréal, %



Source : Statistique Canada, Recensement du Canada.

### Graphique 4.3 Emploi, services qui traitent de l'information<sup>1</sup>

Part de l'emploi total, %



1. Services financiers, prof. et adm., santé et éducation.  
Source : Statistique Canada, Recensement du Canada.

**Tableau 4.4**

**Emploi selon le lieu de travail<sup>1</sup>, par secteur économique<sup>2</sup>, dans la Ville et la RMR<sup>3</sup> de Montréal, en 1991 et 1996**

Secteur économique	Ville de Montréal		Reste de la RMR		RMR de Montréal	
	1996	1991	1996	1991	1996	1991
<b>Total</b>	<b>1 017 000</b>	<b>1 088 135</b>	<b>443 090</b>	<b>442 815</b>	<b>1 460 090</b>	<b>1 530 950</b>
Primaire	2 450	3 955	7 710	8 290	10 160	12 245
Industries manufacturières	187 080	203 990	76 090	76 255	263 170	280 245
Textile et vêtement	43 760	47 450	4 975	6 450	48 735	53 900
Aliments, boissons et tabac	20 755	25 180	6 710	7 850	27 465	33 030
Imprimerie et édition	19 350	20 700	6 685	6 115	26 035	26 815
Produits pharmaceutiques et médicaments	5 415	6 400e	1 280	1 100e	6 695	7 500e
Autres biens non durables	33 550	37 800e	16 225	16 000e	49 775	53 800e
Équipement de communication et autre électron.	13 395	9 900e	1 400	900e	14 795	10 800e
Produits métalliques	12 310	12 735	6 990	6 070	19 300	18 805
Aéronefs et pièces d'aéronefs	10 180	8 600e	9 260	9 700e	19 440	18 300e
Autres biens durables	28 340	35 300e	22 575	21 900e	50 915	57 200e
Construction	18 935	40 470	18 570	36 210	37 505	76 680
Transport et entreposage	44 790	56 815	14 945	16 830	59 735	73 645
Transport aérien	10 620	12 225	2 595	3 170	13 215	15 395
Transport ferroviaire	7 750	12 865	205	760	7 955	13 625
Autre transport et entreposage	26 415	29 445	12 150	12 170	38 565	41 615
Communications et autres services publics	46 935	51 445	10 695	12 525	57 630	63 970
Commerce de gros	67 470	60 805	26 695	21 995	94 165	82 800
Commerce de détail	109 175	119 635	78 530	75 320	187 705	194 955
Finance et assurances	52 775	65 200	14 110	16 615	66 885	81 815
Services immobiliers et agences d'assurances	20 530	17 845	7 310	6 925	27 840	24 770
Services aux entreprises	94 620	87 920	27 600	22 055	122 220	109 975
Administration publique	52 090	64 230	21 880	24 305	73 970	88 535
Enseignement	71 235	68 515	35 145	33 010	106 380	101 525
Enseignement universitaire	23 000	21 735	730	955	23 730	22 690
Autre, enseignement	48 235	44 255	34 415	31 200	82 650	75 455
Santé et services sociaux	116 580	115 825	42 020	36 695	158 600	152 520
Hôpitaux	61 660	64 095	11 745	12 060	73 405	76 155
Autre, santé et services sociaux	54 915	47 490	30 280	23 080	85 195	70 570
Hébergement et restauration	54 360	55 185	30 045	26 865	84 405	82 050
Divertissements et loisirs	20 635	17 975	7 580	6 615	28 215	24 590
Services personnels et domestiques	17 950	20 120	11 445	10 445	29 395	30 565
Associations	15 460	13 670	3 270	3 475	18 730	17 145
Autres services	23 925	24 530	9 445	8 385	33 370	32 915

1. Personnes de 15 ans et plus qui ont un lieu de travail habituel ou qui travaillent à domicile. Sont exclues les personnes qui n'ont pas d'adresse de travail fixe.
2. Selon la Classification type des industries de 1980 (CTI1980).
3. Selon les limites de 1996.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, produit personnalisé sur le lieu de travail, statistiques tirées du tableau 5.9.

## En quoi se spécialise Montréal ?

Même si la structure de l'emploi est globalement similaire à ce que l'on trouve ailleurs, Montréal peut se spécialiser dans la production de certains biens et services particuliers. Pour cela, il faut comparer la structure économique détaillée de la ville avec celle d'un ensemble plus large, comme le Canada. Par exemple, l'industrie du vêtement emploie 3,3 % de la main-d'œuvre dans la Ville de Montréal et 0,8 % au Canada. Le rapport de l'un sur l'autre — 3,3 divisé par 0,8 — donne 4,16. On appelle ce rapport le quotient de localisation. S'il est supérieur à 1, la ville se spécialise dans ce secteur. S'il est inférieur à 1, le secteur est moins présent dans la ville que dans le pays. Nous présenterons les secteurs économiques *grosso modo* selon l'intensité de spécialisation de Montréal (voir tableau 4.6).

### 1. Cœur manufacturier de la région montréalaise et du Québec

À cette aune, la Ville de Montréal se spécialise dans la production de quelques biens manufacturés. Six industries manufacturières ont les quotients de localisation les plus élevés à Montréal : le tabac (mais la production canadienne est faible), le vêtement, les avions, les produits textiles, les produits pharmaceutiques et l'équipement de communication. S'y rajoutent l'industrie des boissons au 8<sup>e</sup> rang, celle du cuir et des textiles aux 11<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> rangs, l'imprimerie et l'édition au 27<sup>e</sup> rang. Nonobstant la tertiarisation de l'économie, la Ville de Montréal se distingue de l'économie canadienne d'abord et avant tout par ses industries manufacturières.

#### Ajustement continu du vêtement

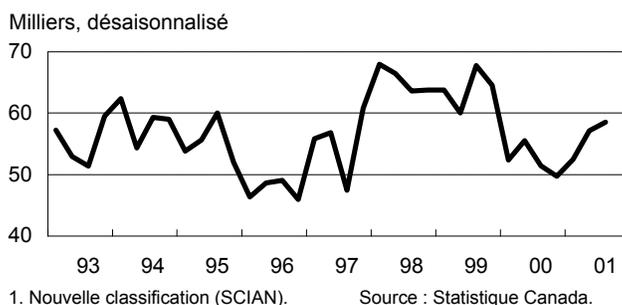
Le vêtement n'est pas l'industrie qui produit le plus à Montréal, mais elle demeure celle qui emploie le plus. Le centre de l'île de Montréal, une zone qui va de Saint-Laurent à Saint-Léonard, compte pour la moitié de la production canadienne. Comme la demande de vêtement est peu sensible au revenu et que la population augmente lentement, les perspectives de croissance de l'industrie sont limitées.

Malgré un progrès technologique marqué, l'industrie du vêtement est une utilisatrice intensive de main-d'œuvre. Les salaires comptent pour le tiers de la valeur de la production. C'est l'industrie qui emploie le plus de main-d'œuvre à Montréal.

Sa productivité demeure faible, comparée aux autres industries montréalaises (voir tableau 4.8). De toutes les industries manufacturières montréalaises, le vêtement et le cuir ont la valeur ajoutée par employé la plus faible :

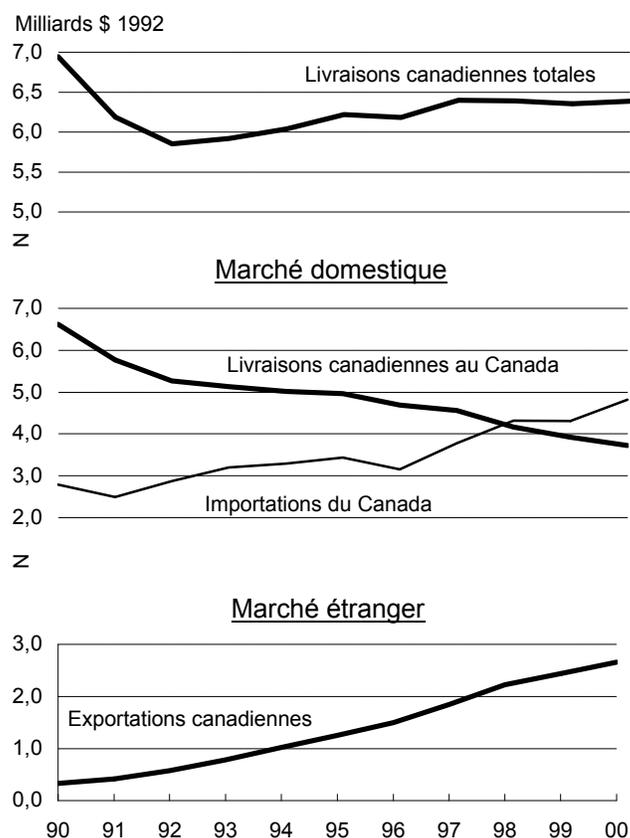
### Graphique 4.4

#### Emploi, text. et vêtement<sup>1</sup> - RMR de Montréal



### Graphique 4.5

#### L'industrie du vêtement



Source : Statistique Canada.

### Tableau 4.5

#### Livraisons de vêtement

Origine	Livraisons (G\$)		Part destinée au Canada (%)		
	1997	1999	1993	1997	1999
Québec	4,3	4,2	89	75	65
Île de Montréal	3,4	nd	87	72	nd
Reste du Québec	0,9	nd	91	85	nd
Autres provinces	2,6	2,8	83	66	57
Canada	6,9	7,0	87	71	62

Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.6

Quotient de localisation (QL)<sup>1</sup> des secteurs économiques dans la nouvelle Ville de Montréal en 1996

Gr <sup>2</sup>	Secteurs concentrés	QL Ville / Canada	Emploi Ville	Gr <sup>2</sup>	Secteurs moins présents	QL Ville / Canada	Emploi Ville
M	Tabac	4,63	1 700	CD	Commerce de détail, marchandises diverses	0,92	13 600
M	Habillement	4,16	33 300	CD	Comm. détail, meubles et appareils ménagers	0,91	6 600
M	Aéronefs et pièces d'aéronefs	3,57	10 200	ES	Cabinets privés de médecins et de spécialistes	0,91	14 700
M	Produits textiles	3,27	8 200	M	Aliments	0,90	14 600
M	Produits pharmaceutiques et médicaments	3,16	5 400	CD	Commerce de détail, autres magasins	0,89	18 700
M	Équipement de communication et autre	2,97	13 400	G	Administrations provinciales et territoriales	0,88	15 200
C	Films et matériel audiovisuel, production et distr.	2,53	6 700	C	Sports commerciaux	0,88	900
M	Boissons	2,34	4 400	CD	Comm. détail, aliments, boissons et médicaments	0,88	33 700
G	Organismes internationaux et extra-territoriaux	2,19	300	CG	Comm. gros, quincaillerie, véhicules et autres dur.	0,88	11 900
TC	Diffusion des télécommunications	2,14	8 100	ES	Bibliothèques, musées et autres services d'ens.	0,87	3 900
M	Cuir et produits connexes	2,10	2 200	C	Autres services n.c.a.	0,85	7 100
TC	Transport et services ferroviaires	2,07	7 800	C	Services personnels et domestiques	0,83	18 000
TC	Transmission des télécommunications	2,02	17 200	ES	Laboratoires et associations, santé et serv. soc.	0,83	4 100
TC	Transport aérien et services afférents	1,91	10 600	C	Restauration	0,83	46 600
ES	Enseignement universitaire	1,87	23 000	ES	Autres établissements de santé et serv. soc.	0,82	13 500
M	Textiles de première transformation	1,70	2 300	E	Bureaux de placement et location de personnel	0,78	3 600
ES	Hôpitaux	1,69	61 700	M	Machinerie	0,76	4 700
E	Autres services aux entreprises	1,69	21 200	M	Produits minéraux non métalliques	0,76	3 000
E	Services de publicité	1,69	8 900	C	Services pour bâtiments et habitations	0,76	7 700
CG	Comm. gros, aliments, boissons, médicaments	1,67	12 800	TC	Autres transport	0,75	7 100
E	Services informatiques et services connexes	1,65	16 600	ES	Services sociaux hors institution	0,75	15 300
F	Intermédiaires d'investissement	1,64	4 300	M	Machines pour bureaux et commerces	0,73	1 200
M	Autres industries manufacturières	1,61	11 200	M	Papier et produits connexes	0,72	5 900
CG	Comm. gros, vêtement et autres non durables	1,60	21 500	ES	Enseignement élémentaire et secondaire	0,72	33 200
C	Services de voyages	1,58	4 800	C	Autres services de divertissement et de loisir	0,72	3 400
C	Loteries et jeux de hasard	1,57	2 900	TC	Entreposage et emmagasinage	0,65	1 000
M	Imprimerie, édition et industries connexes	1,55	19 400	M	Première transformation des métaux	0,62	4 000
F	Crédit à la consommation et aux entreprises	1,50	2 100	CD	Comm. détail, véhicules automobiles et pièces	0,62	18 000
M	Autres produits électriques	1,47	5 300	CD	Commerce de détail hors magasin	0,61	3 000
F	Intermédiaires financiers de dépôts	1,42	29 100	M	Matériel ferroviaire roulant et autre	0,60	1 400
TC	Transport en commun	1,42	8 900	TC	Camionnage	0,59	9 500
F	Assurances	1,40	13 500	C	Hébergement	0,55	7 800
E	Bureaux de conseils en gestion	1,39	8 600	G	Administration fédérale	0,51	13 200
CD	Comm. détail, chaussures, vêtements et tissus	1,39	15 700	M	Produits en caoutchouc	0,44	800
C	Théâtres et autres spectacles	1,39	3 500	C	Clubs sportifs et services de loisir	0,42	2 400
C	Associations	1,38	15 500	CO	Construction	0,32	18 900
M	Produits en matière plastique	1,37	6 100	M	Véhicules automobiles et pièces d'automobiles	0,16	2 100
CG	Comm. gros, machines, matériel et fournitures	1,34	21 300	M	Bois	0,13	1 400
E	Bureaux d'ingénieurs et autres serv. scientifiques	1,33	16 500	P	Industries agricoles et services connexes	0,05	1 600
E	Études d'avocats et de notaires	1,32	10 600	P	Pêche, forêts et mines	0,04	900
F	Autres intermédiaires financiers	1,29	3 800				
M	Produits raffinés du pétrole et du charbon	1,28	1 400				
ES	Soins de santé hors institution	1,27	7 200				
ES	Enseignement postsecondaire non universitaire	1,26	11 100				
M	Meuble et articles d'ameublement	1,25	5 300				
F	Services immobiliers	1,23	9 100				
G	Administrations locales	1,19	23 400				
TC	Services postaux et services de messagers	1,18	10 800				
M	Autres produits chimiques	1,17	6 000				
E	Services de comptabilité et de tenue de livres	1,14	8 600				
TC	Autres services publics	1,05	10 800				
C	Projection de films cinématographiques	1,04	700				
M	Produits métalliques	1,01	12 300				
C	Location de machines et de véhicules automobiles	1,00	4 300				
F	Agences d'assurances et agences immobilières	1,00	11 500				

1. Il s'agit, pour chaque secteur économique, du rapport entre sa part de l'emploi à Montréal et sa part de l'emploi au Canada. On l'appelle aussi coefficient de localisation. Sa formule mathématique est :

$$\text{quotient de localisation} = \frac{\text{emploi dans un secteur économique dans la ville} / \text{emploi total de la ville}}{\text{emploi dans ce secteur au Canada} / \text{emploi total du Canada}}$$

2. Groupes sectoriels : Manufacturier (M), Transport et Communications (TC), Enseignement et Santé (ES), Services aux Entreprises (E), Commerce de Gros (CG), Services Financiers (F), Gouvernement (G), Commerce de Détail (CD) et autres Services à la Consommation (C), Construction (CO) et Primaire (P).

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada.

59 000 \$ et 44 000 \$ annuellement par employé. Une industrie davantage mécanisée, comme celle des boissons, a une valeur ajoutée par employé cinq fois plus grande. La confection de vêtement paie donc les salaires les plus faibles du manufacturier.

L'industrie montréalaise du vêtement est encore axée sur le marché domestique. En 1997, la production montréalaise de vêtement s'acheminait à 72 % sur le marché intérieur. À cause de la concentration des ventes sur le marché canadien, toute hausse des importations de vêtement réduit la production montréalaise.

Sur le marché canadien, les producteurs montréalais font face à la concurrence de pays nouvellement industrialisés, comme la Chine, l'Inde et le Mexique, où les salaires sont faibles. Aussi, les manufacturiers montréalais perdent sans cesse du terrain sur le marché canadien au profit des importations; celles-ci comptent pour 52 % du marché canadien en 1999, par rapport à 30 % en 1991.

Les producteurs montréalais de vêtement compensent ces pertes locales par une percée sur le marché américain, stimulée par l'Accord de libre-échange de 1989. La part des exportations dans la production canadienne de vêtement est passée d'un niveau de 7 % en 1991 à 38 % en 1999. Le marché américain accapare à lui seul 96 % de nos exportations de vêtement. Les ventes canadiennes de vêtement aux États-Unis ont plus que sextuplé en dollars constants depuis 1991. C'est la pénétration du marché américain qui a alimenté la croissance de l'industrie montréalaise du vêtement à compter de 1993.

Mais les exportations n'ont plus suffi à compenser les pertes sur le marché canadien lorsque les importations de vêtement vers le Canada ont redoublé de vigueur en 1997 et en 1998, augmentant de 17 % par an. La hausse des stocks a forcé un réajustement de la production. Les livraisons québécoises de textile et de vêtement reculent depuis 1997. L'industrie du vêtement a réduit son effectif en 1999 et 2000, dont elle a récupéré une partie cette année.

L'ajustement de l'industrie n'est pas terminé car les importations continuent à croître. La libéralisation des échanges continuera à déplacer la production de vêtement vers les pays nouvellement industrialisés à salaires faibles, qui ont un avantage comparatif dans cette fabrication. De nombreux segments de l'industrie du vêtement n'ont survécu que parce que des contingents à l'importation limitaient la concurrence étrangère. Or, ces contingents sont en train d'être supprimés selon un échéancier qui culminera en 2005, lorsque la moitié restante sera éliminée. Dans le vêtement, les restructurations seront à l'ordre du jour pendant les prochaines années.

### *Bombardier crée les avions régionaux*

Les deux industries manufacturières qui ont crû le plus au cours de la dernière décennie sont les avions et les produits électroniques : leurs livraisons<sup>2</sup> ont augmenté de 16 % et 15 % respectivement par an (en dollars constants), de 1993 à 2000. Ce sont maintenant les deux principales exportations du Québec, devant l'aluminium, le papier, le bois et l'automobile.

Ces deux industries comptent plusieurs grands employeurs dans la Ville de Montréal. En aéronautique, on compte CAE Électronique, qui domine le marché des simulateurs de vol, et Rolls-Royce Canada, qui fabrique des moteurs d'avion. Dans les produits électroniques, on retrouve EMS Technologie Canada, Les Industries C-Mac, Marconi Canada, SR Télécom, Systèmes électroniques Matrox, Systèmes SCI et Viasystems. Cependant, la croissance de ces industries est attribuable principalement au succès de deux entreprises, Bombardier et Nortel Networks, dont les installations sont localisées à Dorval et Saint-Laurent.

Bombardier est devenue au cours des années 1990 le troisième producteur mondial d'avions civils, après Boeing et Airbus. L'entreprise domine le marché des avions régionaux et d'affaires. Les livraisons d'aéronefs sont à la hausse depuis le début de 1993, lorsque Bombardier a commencé à produire un avion régional de 50 places, le Regional Jet. Elles ont bondi de 35 % à la fin de 1995 avec l'arrivée sur le marché du Challenger 604, un avion d'affaires. Bombardier a mis au point une version à 70 places du Regional Jet, dont la livraison a débuté en janvier 2001. Elle complète une version à 90 places. L'accumulation de commandes fermes a été telle que la cadence de production a augmenté du quart en 1999 et en 2000. La demande mondiale d'avions plafonne actuellement mais le créneau des avions régionaux demeure en croissance. Cependant, le recul de la demande de transport aérien, à la suite des attentats du 11 septembre dernier, a réduit temporairement les perspectives de croissance de l'entreprise. Elle a licencié 3 800 employés qui avaient été engagés en prévision de la croissance.

### *Le marché volatil des réseaux optiques*

Nortel Networks est le plus grand producteur de réseaux optiques au monde, un secteur volatil où la technologie et la demande changent rapidement. La croissance d'Internet a poussé la demande mondiale de réseaux optiques de 1998 à 2000. Aussi, les compagnies de téléphone et les fournisseurs d'accès à Internet se sont mis à reconstruire leurs infrastructures de communications avec de la fibre optique. Le chantier devrait s'étendre sur plus de dix ans.

---

2. Livraisons québécoises.

L'entreprise a concentré la fabrication de ses réseaux optiques dans la région montréalaise il y a quelques années. L'usine de Saint-Laurent est le premier producteur mondial de réseaux optiques de très grande capacité. Depuis 1997, Nortel a investi 1 milliard \$ dans ses installations de Saint-Laurent, devançant ses concurrents dans le développement de réseaux de grande capacité. Cette avance lui a permis de se tailler la part du roi lorsque le déploiement de réseaux optiques s'est accéléré en 1999. La société C-Mac, le sous-traitant le plus important de Nortel à Montréal, a suivi la croissance exponentielle de son partenaire.

Cependant, comme les fournisseurs de services de télécommunication ont accumulé une capacité excédentaire, la demande mondiale de réseaux optiques s'est effondrée. Les livraisons québécoises d'équipement de télécommunication, qui avaient bondi d'un niveau annualisé de 3,9 milliards \$ au deuxième trimestre de 1999 à 10,0 milliards \$ au troisième trimestre de 2000, sont retombées à 3,0 milliards \$ au deuxième trimestre de 2001. Nortel doit donc faire des ajustements brutaux : coupures de production, liquidations de stocks et licenciements massifs. Les prévisions ne font pas état d'une reprise des ventes avant 2003.

#### Les produits pharmaceutiques et la R-D

Montréal est le principal centre canadien de l'industrie pharmaceutique. Les leaders de l'industrie sont des entreprises multinationales qui fabriquent des médicaments ou qui font de la recherche et du développement (Merck Frosst, Wyeth-Ayerst, Hoechst Marion Roussel, etc.) et de grandes sociétés qui font de la recherche à contrat (Phoenix International, ClinTrials BioRecherches). Une bonne partie de l'activité est consacrée à la R&D, encouragée par un régime de stimulants fiscaux. L'industrie finance environ 50 centres de recherche publics et parapublics associés la plupart à des universités.

#### Imprimerie

Dans un contexte de croissance modeste, l'imprimerie et l'édition ont été transformées par des changements technologiques accélérés (édition électronique, procédés d'impression) et par l'ouverture des marchés. L'industrie s'est consolidée par une série de fusions et d'acquisitions.

#### Alimentation et boissons

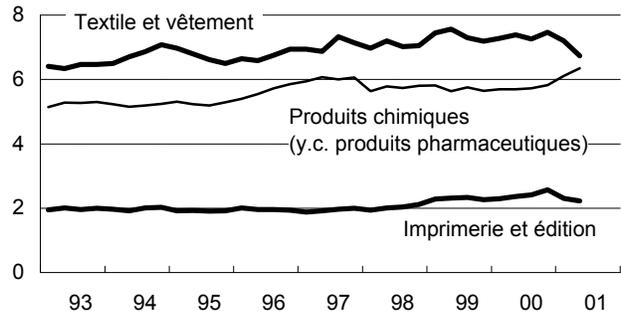
La production de boissons, surtout celle de boissons alcoolisées, est concentrée dans la Ville de Montréal. Les principaux producteurs sont les brasseries Molson/O'Keefe et Labatt.

Montréal est moins spécialisée dans l'alimentation que le pays dans son ensemble. Mais c'est le quatrième plus gros employeur manufacturier de la ville. Pain et biscuits, lait, viande et volaille sont les principaux aliments produits. Les principaux employeurs sont Kraft et Saputo.

Les aliments et les boissons sont une industrie mature, axée sur le marché intérieur. La demande dépend de la croissance démographique qui est limitée. La baisse de la consommation de boissons alcooliques fortes a réduit la production des distilleries montréalaises. La croissance vient surtout de la production de boissons gazeuses.

**Graphique 4.6**  
**Livraisons, biens non durables<sup>1</sup>**

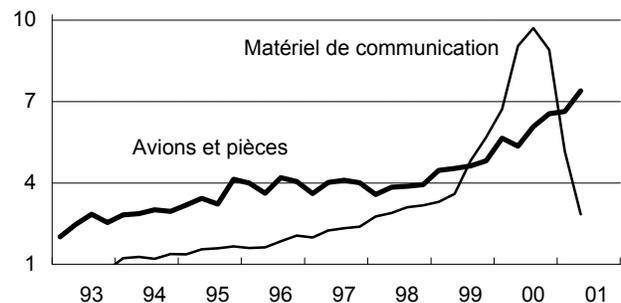
Milliards \$ 1992,  
annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal.  
Source : Statistique Canada.

**Graphique 4.7**  
**Livraisons, biens durables<sup>1</sup>**

Milliards \$ 1992,  
annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal.  
Source : Statistique Canada.

**Tableau 4.7**  
**Livraisons manufacturières par industrie dans la Ville de Montréal**

Groupe industriel	Livraisons manufacturières (M \$)			
	1990	1995	1996	1997
<b>Total</b>	<b>29 144</b>	<b>30 181</b>	<b>32 338</b>	<b>34 331</b>
Aliments	3 908	3 265	3 437	3 539
Boissons	1 240	1 384	1 452	1 381
Produits en caoutchouc	nd	109	118	127
Produits en matière plastique	531	832	922	990
Cuir et produits connexes	239	140	nd	144
Textiles	342	362	400	452
Produits textiles	776	832	841	853
Habillement	3 331	3 176	3 213	3 366
Bois	134	118	136	170
Meuble	507	473	503	565
Papier et produits connexes	1 010	1 183	1 182	1 130
Imprimerie et édition	2 206	2 236	2 357	2 556
Première transformation des métaux	1 007	701	964	941
Produits métalliques	1 762	1 687	1 853	1 833
Machinerie	773	915	1 002	1 159
Matériel de transport	1 250	2 459	2 880	3 101
Produits électriques et électroniques	3 300	3 534	3 706	4 421
Produits minéraux non métalliques	349	317	328	362
Produits chimiques	3 068	3 049	3 040	3 172
Autres industries manufacturières	nd	nd	978	nd
Tabac, pétrole et autres	3 410	3 409	3 027	4 069

nd. Non disponible, inclus dans Tabac, pétrole et autres.

Source : Institut de la statistique du Québec.

**Tableau 4.8**  
**Valeur ajoutée manufacturière<sup>1</sup> par industrie dans la Ville de Montréal en 1997 (industries ordonnées selon la valeur ajoutée par employé)**

Groupe industriel	Valeur ajoutée manufacturière <sup>1</sup>			Salaire horaire	Employés
	Totale	Par employé	Part des salaires		
	M \$	000 \$	%	\$	000
<b>Total</b>	<b>17 248</b>	<b>137</b>	<b>21,7</b>	<b>14,6</b>	<b>126,0</b>
Boissons	898	352	14,6	24,8	2,6
Produits chimiques	1 586	312	11,1	16,4	5,1
Matériel de transport	1 843	222	16,0	18,1	8,3
Machinerie	831	215	17,2	18,5	3,9
Imprimerie et édition	1 716	201	19,2	20,5	8,5
Produits électriques et électroniques	2 468	199	19,1	18,5	12,4
Tabac, pétrole et autres	1 488	160	18,6	14,7	9,3
Aliments	1 395	145	20,2	14,2	9,6
Première transformation des métaux	380	136	30,7	19,7	2,8
Produits en caoutchouc	49	128	23,9	16,6	0,4
Papier et produits connexes	509	114	31,4	17,5	4,5
Bois	92	98	23,6	10,7	0,9
Produits minéraux non métalliques	169	92	35,1	16,0	1,8
Textiles	179	88	30,4	12,4	2,0
Produits métalliques	875	86	35,7	15,0	10,2
Produits en matière plastique	437	80	30,8	11,7	5,5
Produits textiles	403	70	31,9	10,8	5,7
Meuble et articles d'ameublement	312	68	33,5	11,4	4,6
Habillement	1 549	59	32,2	9,3	26,2
Cuir et produits connexes	69	44	42,4	10,0	1,6

1. Valeur de production moins le coût des matières, fournitures, combustible et électricité utilisés ainsi que les montants versés à d'autres pour du travail à forfait.

Source : Institut de la statistique du Québec.

### *La dichotomie manufacturière*

On fait souvent cas de la « nouvelle économie » qui se développe à Montréal. Mais Montréal est un centre urbain ancien qui contient encore des pans importants d'« économie ancienne ». Pour toute la croissance de la « nouvelle économie », qui touche surtout des biens durables, l'emploi demeure encore supérieur dans l'« ancienne », qui fabrique surtout des biens non durables. Il s'agit de produits matures, comme le vêtement, dont les perspectives de croissance sont limitées et qui subissent la concurrence de pays à coûts faibles.

Lorsque l'« ancienne économie » se restructure, sa forte intensité en main-d'œuvre entraîne à court terme une diminution de l'emploi qui excède la hausse de l'emploi provenant de la nouvelle. Mais au bout du compte, la poussée de la valeur ajoutée des industries nouvelles débouchera sur une croissance de l'emploi supérieure à la réduction causée par la baisse de production de vêtement. Même la structure de l'emploi manufacturier se déplace vers la production de biens durables. Celle-ci qui, jusqu'en 1995, ne comptait pas plus de 40 % de l'emploi manufacturier dans la région montréalaise, en totalise maintenant 48 %.

## **2. L'ajustement du transport et des communications à la concurrence**

Après les industries manufacturières, Montréal se spécialise dans le transport et les communications. La diffusion et la transmission des télécommunications occupent les 10<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> rangs, le transport ferroviaire et aérien les 12<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> rangs, et le transport en commun le 31<sup>e</sup>. Les sièges sociaux du Canadien National, d'Air Canada et de BCE sont situés à Montréal.

C'est une question de transport qui est à la source du développement de Montréal. À partir des rapides de Lachine, une série d'obstacles naturels s'oppose à la navigation, rendant obligatoire le déchargement des marchandises pour les acheminer vers l'intérieur du continent. Au 19<sup>e</sup> siècle, en assurant l'interface entre la navigation et le chemin de fer, Montréal est devenue le cœur du transport ferroviaire au Canada. Se sont greffés le transport aérien et les télécommunications. Dans l'après-guerre, à cause du faible rayon d'action des avions, Montréal est devenue une escale importante entre l'Europe et l'Amérique du Nord.

Cependant, après la Deuxième Guerre mondiale, des innovations technologiques ont amoindri les avantages géographiques de Montréal. L'ouverture de la Voie maritime, en 1959, a marqué la fin du transbordement obligatoire des marchandises, tandis que l'essor du camionnage a réduit le rôle du chemin de fer dans le transport des marchandises. L'apparition des avions à long

rayon d'action, dans les années 1960, a éliminé la nécessité de faire escale à Montréal. Par la suite, le trafic aérien s'est déplacé vers Toronto.

L'adaptation de Montréal à la perte de son rôle de centre principal de transit de l'économie canadienne a été ralentie par la protection publique dont bénéficiaient ses grandes entreprises de transport et de communications : la réglementation ou la propriété publique. Cette protection a disparu à la fin des années 1980, avec la privatisation des grandes sociétés de transport (Canadien National et Air Canada) et la déréglementation des communications. Le secteur des transports et des communications a alors été précipité dans une restructuration qui a réduit son effectif : de 18 000 postes au CN de 1992 à 1999, de 3 000 chez Air Canada en 1991 et de 10 000 chez Bell Canada de 1995 à 1997. Le siège social de CP Rail a déménagé à Calgary.

Des ajustements sont encore requis des entreprises établies. Les entreprises de télécommunications réduisent leur effectif depuis un an. Bell Canada a mis à pied 1 900 cadres. L'intégration de Téléglobe dans BCE entraîne une réduction de postes au siège social.

Air Canada n'est pas à l'abri des turbulences. Elle intègre actuellement Canadien, alors que la demande de transport aérien souffre du ralentissement de l'économie et des attentats aériens à New York et Washington. L'entreprise a annoncé la mise à pied de 9 000 employés au troisième trimestre de 2001.

Par contre, le Canadien National recueille les fruits de son ouverture à la concurrence extérieure. Il est devenu une des entreprises ferroviaires les plus fortes en Amérique du Nord. Il a acquis Illinois Central en 1988 et devait fusionner avec la Burlington Northern Santa Fe Corporation en 2000 lorsque le gouvernement a décrété un moratoire sur les fusions de chemin de fer.

De plus, des entreprises récentes implantent de nouvelles technologies et embauchent. Le développement de nouveaux services de communications personnelles a fait grimper l'emploi ces dernières années. Microcell Télécommunications a embauché 1 300 personnes à son centre d'appels de la Place Bonaventure en 1998 et 1999. Telus renforce son réseau à Montréal d'ici la fin de 2003. Les activités de télécommunications de BCE (hormis les services téléphoniques traditionnels) sont en pleine croissance.

### **3. Les universités et les hôpitaux face à l'assainissement des finances publiques**

Le troisième grand domaine de spécialisation de Montréal, typique d'une ville centrale, comprend l'enseignement universitaire et les soins hospitaliers. À l'échelle de la localisation, ils occupent les 15<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> rangs respectivement. Selon une enquête faite par l'Université McGill, la région métropolitaine de Montréal regroupe le nombre le plus élevé d'étudiants universitaires par rapport à sa population en Amérique du Nord, devançant de peu Boston. Toutes les institutions universitaires sont situées dans la Ville de Montréal.

L'enseignement primaire et secondaire emploie 33 000 personnes dans la ville, un secteur important mais qui n'est pas concentré à Montréal car il suit la population. La natalité faible devrait réduire la demande d'éducation primaire et secondaire au cours de la décennie actuelle. Selon les projections du ministère de l'Éducation du Québec, le nombre d'élèves dans la province devrait chuter de 20 % du milieu des années 1990 à la fin de la décennie actuelle. La baisse touchera les inscriptions en maternelle à partir de 2003 et commencera à toucher le secondaire à la fin de la décennie.

Les hôpitaux qui offrent des soins spécialisés ont tendance à se concentrer dans les villes centrales. Le vieillissement de la population stimule la demande de soins de santé. L'effectif dans la santé progressait régulièrement dans les années 1980.

Mais les services médicaux sont financés par le gouvernement, qui devait assainir ses finances. Le gouvernement provincial a comprimé les ressources dans le réseau de la santé de 1996 à 1998 afin de redresser les finances publiques. Une fois l'équilibre budgétaire en vue, il a pu augmenter légèrement les dépenses en santé afin d'accommoder la demande pour une amélioration des soins et calmer les inquiétudes de la population quant à l'état du système de santé. Depuis la crise du service des urgences des hôpitaux, les ressources vont prioritairement au réseau de la santé.

### **4. L'impartition fait croître les services aux entreprises**

Le secteur qui a connu la croissance la plus élevée à Montréal dans les années 1990 est celui des services aux entreprises. Il comprend des services divers (la sécurité principalement, 18<sup>e</sup> rang à l'échelle de la localisation), les agences de publicité (19<sup>e</sup>), les services informatiques (21<sup>e</sup>), le conseil en gestion (33<sup>e</sup>), les bureaux d'ingénieurs (39<sup>e</sup>) et les études d'avocats (40<sup>e</sup>). Les services informatiques doivent inclure une partie de l'industrie du multimédia.

Les services aux entreprises qui ont crû le plus rapidement sont ceux qui sont reliés à l'informatique et au conseil en gestion. Emblème de ces nouveaux services, le Groupe CGI est maintenant un des dix principaux employeurs de la région montréalaise. De 1997 à 2001, l'effectif de CGI est passé de 1 800 à 10 000, son carnet de commandes de 175 millions \$ à 8,1 milliards \$. De plus, le multimédia suscite de nombreux investissements dans le Vieux-Montréal.

La poussée des services aux entreprises doit cependant être vue en quelque sorte comme une illusion statistique. Elle provient en partie de la sous-traitance de certaines activités à des spécialistes externes. Il s'agit souvent d'un déplacement plutôt qu'une création nette d'emplois. Par exemple, les contrats d'impartition représentent 75 % des revenus du Groupe CGI. Cette pratique a touché en particulier l'implantation des technologies de l'information dans les services financiers et les télécommunications, une tâche complexe et étrangère aux affaires des entreprises. Les grandes institutions financières et les entreprises de télécommunications, qui devaient développer leur commerce électronique, ont préféré confier cette tâche à des entreprises spécialisées dans ce domaine.

Le secteur a ralenti depuis le début de l'an 2000, subissant le contrecoup du « bogue de l'an 2000 ». Les préparatifs suscités par le bogue ont été suivis d'une baisse des investissements en technologie de l'information.

### **5. Consolidation du commerce de gros**

Le commerce de gros a tendance à se localiser dans la ville centrale. Cependant, la réduction du coût du transport l'incite, comme l'industrie manufacturière, à s'étaler. Comme elle, il s'est déplacé vers les arrondissements périphériques de l'île, le long des principales autoroutes. Montréal se spécialise davantage dans la distribution de biens non durables : celle des aliments, des boissons et des médicaments occupe le 20<sup>e</sup> rang à l'échelle de la localisation, celle des vêtements et des autres biens non durables le 24<sup>e</sup> rang. Dans le cas des biens durables, la distribution de machines et d'équipement se fait à Montréal (38<sup>e</sup> rang) mais celle des véhicules et de la quincaillerie se réalise davantage en banlieue.

La majorité des vendeurs en gros sont de petites entreprises qui n'ont qu'un établissement. Cependant, la tendance est à la consolidation, stimulée par les clients ou les fournisseurs, la suppression d'intermédiaires par des détaillants puissants comme Wal-Mart, Toys R Us ou Bureau en gros, le commerce électronique et l'expansion internationale. Ces changements devraient aussi permettre aux grossistes d'augmenter l'éventail de leurs services. L'emploi dans le commerce de gros s'est accéléré à partir de 1998.

## 6. Réaménagement des services financiers

Montréal est un centre de services financiers régionaux pour le Québec. Ceux-ci incluent les intermédiaires d'investissement (22<sup>e</sup> rang à l'échelle de la localisation), le crédit à la consommation et aux entreprises (28<sup>e</sup> rang), les banques et autres intermédiaires de dépôt (30<sup>e</sup> rang) et les assurances (32<sup>e</sup> rang). La ville a perdu une partie de ses services financiers au profit de Toronto. Une des dernières étapes de ce déplacement a été la fin des négociations d'actions sur le parquet de la Bourse de Montréal et leur transfert à Toronto en 1999. Mais le NASDAQ a décidé depuis de s'installer à Montréal.

Les institutions financières réorientent leurs services des succursales vers les services automatisés et les centres d'appels, ce qui réduit leur effectif. Toutes les banques ont fermé des succursales et se sont dotées de nouvelles structures administratives. Le Mouvement Desjardins a fusionné ses 11 fédérations régionales et sa Confédération en une fédération unique. Les banques ont parallèlement investi dans les services électroniques et les services sans fil, et ouvert des comptoirs de conseils financiers.

Les intermédiaires d'investissement ont été l'objet de nombreuses fusions et acquisitions alors que les grandes banques diversifiaient leurs services en achetant des sociétés de courtage mobilier.

Les restructurations du secteur financier se traduisent par un déclin de l'emploi au cours de la dernière décennie. Cependant, la Ville de Montréal bénéficie des nouvelles décisions de localisation. Les succursales qui sont fermées à travers la région métropolitaine sont remplacées par des centres d'appels et des comptoirs de conseils financiers qui se localisent dans la Ville de Montréal. Aussi, l'effectif des services financiers augmente dans la ville à la fin des années 1990 alors qu'il baisse dans le reste de la région.

## 7. Réduction des dépenses publiques

Montréal n'est ni une capitale fédérale, ni une capitale provinciale. La seule administration publique qui soit davantage présente sur son territoire est l'administration locale. Les années 1990 sont la décennie du redressement des finances publiques. Les coupures ont été plus fortes au gouvernement fédéral : une contraction de plus de 20 % de l'effectif entre 1991 et 1996.

## 7. Services à la consommation moins présents

Les services à la consommation comprennent le commerce de détail, l'hébergement et la restauration, les divertissements et les loisirs, les associations et divers services personnels (coiffure, blanchissage, etc.). Ce sont les secteurs les moins présents dans la Ville de Montréal. La majorité d'entre eux ont un quotient de localisation inférieur à 1 à Montréal.

Seuls le film et l'audiovisuel (7<sup>e</sup> rang à l'échelle de la localisation), les agences de voyages (25<sup>e</sup> rang), le jeu (26<sup>e</sup> rang), les magasins de vêtement et chaussures (34<sup>e</sup> rang), le spectacle (35<sup>e</sup> rang) et les associations (36<sup>e</sup> rang) se concentrent dans la ville. Dans le premier cas, la sous-traitance de la production d'émissions de télévision a suscité le développement d'un groupe de producteurs audiovisuels indépendants.

Les services à la consommation suivent la population qu'ils desservent. Ils s'étalent de manière similaire à la population. Ils occupent une part relative inférieure de l'économie de la ville centrale parce que les services aux entreprises et le manufacturier s'y concentrent.

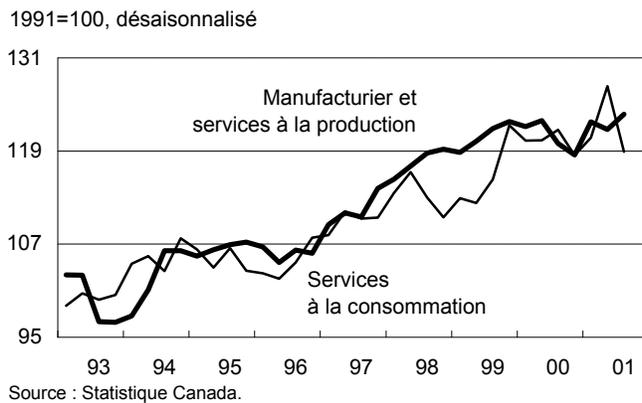
Les années 1990 ont été dures pour les Montréalais comme pour la majorité des Canadiens. Leur revenu réel a stagné au cours de la décennie, freinant leur demande de biens et services. Aussi l'emploi dans les services à la consommation a traîné derrière la moyenne régionale. Il n'a connu un rattrapage qu'à partir de 1999 lorsque l'expansion a atteint les consommateurs.

### ***L'impact de la structure de l'économie sur sa performance : une illustration récente***

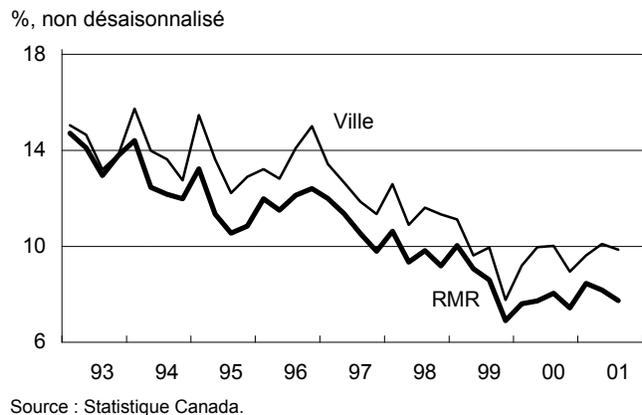
Les services à la production et l'industrie manufacturière sont concentrés dans la Ville de Montréal, les services à la consommation dans la banlieue. De 1996 à 1999, l'emploi dans les services à la production et l'industrie manufacturière a crû de 4,6 % par an, nourri par la pénétration des technologies de l'information dans les entreprises, la prévention du bogue de l'an 2000 et la poussée des exportations. Cette croissance a avantagé la Ville de Montréal. Le taux de chômage de la Ville de Montréal, qui dépassait de 1,8 point de pourcentage la moyenne métropolitaine en 1996 (13,8 % par rapport à 12,0 %), a chuté. L'écart entre les deux taux n'atteignait plus que 1,0 point en 1999 (9,6 % par rapport à 8,6 %).

Les services à la consommation ont effectué un rattrapage en 1999. Leur effectif a crû de 3,9 % de 1999 à 2000. Par ailleurs, les entreprises ont réduit leur demande de services informatiques après le passage de l'an 2000, et la recrudescence des importations de vêtement a forcé l'industrie montréalaise à réduire sa production. L'avantage s'est alors déplacé vers la banlieue. L'écart entre les taux de chômage de la ville et de la région est remonté à 1,8 % en 2000 (9,5 % par rapport à 7,7 %).

**Graphique 4.8**  
**Emploi, grands secteurs - RMR de Montréal**



**Graphique 4.9**  
**Taux de chômage à Montréal**



## Conclusion

La Ville de Montréal se démarque du reste du pays en premier lieu par son industrie manufacturière et ses entreprises de transport et communications. De son passé d'ancienne métropole industrielle canadienne, elle tire une industrie manufacturière qui demeure polarisée entre des industries à productivité faible, comme le vêtement, et des industries à productivité forte (comme l'aéronautique). De son ancien rôle d'interface entre la navigation et le chemin de fer proviennent de grandes entreprises de transport et de communications. La performance économique de Montréal varie souvent selon l'adaptation de ces atouts historiques au contexte présent.

La tertiarisation et l'étalement donnent à la Ville de Montréal une économie axée sur les services, en particulier des services spécialisés où l'on produit et échange de l'information : institutions d'enseignement et de santé spécialisées, services professionnels, scientifiques et techniques et, à un moindre égard, services financiers.

Les années 1990 ont été marquées par une restructuration intense stimulée par une récession, la libéralisation des échanges en Amérique du Nord, la privatisation (Canadien National et Air Canada) et la déréglementation du transport et des communications. Montréal a depuis recueilli les fruits de cette restructuration : une expansion soutenue, nourrie par les exportations et les investissements privés. Le mélange des biens et services produits dans la Ville de Montréal se déplace vers des secteurs dont la production exige plus de savoir et dont la demande croît plus vite : en particulier, les avions régionaux, la fibre optique et les services informatiques.

La restructuration fait toujours partie du paysage économique montréalais. Même les industries qui ont connu la plus forte croissance doivent s'ajuster à la baisse conjoncturelle de la demande. Cependant, les secteurs vers lesquels se déplace l'économie de la Ville de Montréal ont de meilleures perspectives de croissance à moyen et long terme.

**Tableau 4.9**

**Emploi selon le lieu de travail<sup>1</sup>, par secteur économique détaillé<sup>2</sup>, dans la Ville et la RMR<sup>3</sup> de Montréal, en 1991 et 1996**

Code CTI	Secteur économique	Ville de Montréal		Reste de la RMR		RMR de Montréal	
		1996	1991	1996	1991	1996	1991
	<b>Total</b>	<b>1 017 000</b>	<b>1 088 135</b>	<b>443 090</b>	<b>442 815</b>	<b>1 460 090</b>	<b>1 530 950</b>
A-B-C-D	<b>Primaire</b>	<b>2 450</b>	<b>3 955</b>	<b>7 710</b>	<b>8 290</b>	<b>10 160</b>	<b>12 245</b>
A	Agriculture et services connexes	1 585	2 275	6 860	7 145	8 445	9 420
B-C-D	Pêche, forêts et mines	865	1 680	850	1 145	1 715	2 825
E	<b>Industries manufacturières</b>	<b>187 080</b>	<b>203 990</b>	<b>76 090</b>	<b>76 255</b>	<b>263 170</b>	<b>280 245</b>
10	Aliments	14 610	17 550	6 215	6 675	20 825	24 225
11	Boissons	4 440	5 900	450	1 100	4 890	7 000
12	Tabac	1 705	1 730	45	75	1 750	1 805
15	Produits en caoutchouc	770	790	415	310	1 185	1 100
16	Produits en matière plastique	6 080	5 160	3 400	2 705	9 480	7 865
17	Cuir et produits connexes	2 215	3 170	340	530	2 555	3 700
18	Textiles de première transformation	2 320	2 130	400	460	2 720	2 590
19	Produits textiles	8 150	7 405	700	1 075	8 850	8 480
24	Habillement	33 290	37 915	3 875	4 915	37 165	42 830
243	Vêtements pour hommes et garçons	9 075	7 800e	625	1 100e	9 700	8 900e
244	Vêtements pour dames	8 780	11 000e	1 285	1 500e	10 065	12 500e
245	Vêtements pour enfants	2 910	3 100e	410	500e	3 320	3 600e
249	Autres vêtements	12 525	16 100e	1 555	1 600e	14 080	17 700e
25	Bois	1 370	2 380	3 245	3 275	4 615	5 655
26	Meuble et articles d'ameublement	5 270	4 125	2 495	3 125	7 765	7 250
27	Papier	5 915	7 385	2 150	2 570	8 065	9 955
28	Imprimerie et édition	19 350	20 700	6 685	6 115	26 035	26 815
281	Impression commerciale	9 645	10 800e	3 980	3 600e	13 625	14 400e
282	Clichage, composition et relieur	1 985	2 000e	1 005	1 100e	2 990	3 100e
283/4	Édition (y. c. impression et édition combinées)	7 720	7 900e	1 700	1 400e	9 420	9 300e
29	Première transformation des métaux	4 040	5 830	1 760	2 045	5 800	7 875
30	Produits métalliques	12 310	12 735	6 990	6 070	19 300	18 805
31	Machinerie	4 700	5 615	3 530	2 980	8 230	8 595
32	Matériel de transport	13 635	12 415	14 990	14 645	28 625	27 060
321	Aéronefs et pièces d'aéronefs	10 180	8 600e	9 260	9 700e	19 440	18 300e
323/4/5	Véhicules automobiles et pièces d'automobiles	2 065	2 600e	5 050	4 400e	7 115	7 000e
326/7/8/9	Matériel ferroviaire roulant et autre matériel	1 390	1 200e	685	600e	2 075	1 800e
33	Produits électriques et électroniques	19 930	19 890	4 695	3 810	24 625	23 700
335	Équipement de communication et autre électron.	13 395	9 900e	1 400	900e	14 795	10 800e
334/6	Machines pour bureaux et commerces, récepteurs	1 190	2 200e	435	200e	1 625	2 400e
331/2/3/7/8/9	Autres produits électriques	5 345	7 800e	2 860	2 600e	8 205	10 400e
35	Produits minéraux non métalliques	2 970	3 505	2 515	2 715	5 485	6 220
36	Pétrole et charbon	1 415	1 650	225	215	1 640	1 865
37	Produits chimiques	11 405	14 645	6 320	6 560	17 725	21 205
374	Produits pharmaceutiques et médicaments	5 415	6 400e	1 280	1 100e	6 695	7 500e
371/2/3/5/6/7/9	Autres produits chimiques	5 990	8 300e	5 040	5 400e	11 030	13 700e
39	Autres industries manufacturières	11 165	11 360	4 655	4 270	15 820	15 630
F	<b>Construction</b>	<b>18 935</b>	<b>40 470</b>	<b>18 570</b>	<b>36 210</b>	<b>37 505</b>	<b>76 680</b>

Tableau 4.9 (suite)

Emploi selon le lieu de travail<sup>1</sup>, par secteur économique détaillé<sup>2</sup>, dans la Ville  
et la RMR<sup>3</sup> de Montréal, en 1991 et 1996

Code CTI	Secteur économique	Ville de Montréal		Reste de la RMR		RMR de Montréal	
		1996	1991	1996	1991	1996	1991
<b>G</b>	<b>Transport et entreposage</b>	<b>44 790</b>	<b>56 815</b>	<b>14 945</b>	<b>16 830</b>	<b>59 735</b>	<b>73 645</b>
451/2	Transport et services aériens	10 620	12 800e	2 595	3 300e	13 215	16 100e
453	Transport et services ferroviaires	7 750	13 400e	205	800e	7 955	14 200e
456	Camionnage	9 460	11 000e	5 320	5 600e	14 780	16 600e
457	Transport en commun	8 865	9 200e	4 165	4 000e	13 030	13 200e
454/5/8/9/461	Autre transport	7 120	8 900e	2 225	2 800e	9 345	11 700e
47	Entreposage	970	1 470	440	360	1 410	1 830
<b>H</b>	<b>Communications et autres services publics</b>	<b>46 935</b>	<b>51 445</b>	<b>10 695</b>	<b>12 525</b>	<b>57 630</b>	<b>63 970</b>
481	Diffusion des télécommunications	8 135	10 200e	640	1 000e	8 775	11 200e
482/3	Transmission des télécommunications et autres tél.	17 215	17 500e	2 215	2 900e	19 430	20 400e
484	Services postaux et services de messagers	10 805	11 700e	3 160	3 300e	13 965	15 000e
49	Autres services publics	10 780	12 060	4 685	5 245	15 465	17 305
<b>I</b>	<b>Commerce de gros</b>	<b>67 470</b>	<b>60 805</b>	<b>26 695</b>	<b>21 995</b>	<b>94 165</b>	<b>82 800</b>
52	C. gros, aliments, boissons, médicaments et tabac	12 750	11 090	4 835	3 975	17 585	15 065
50/1/3/9	C. gros, autres non durables (vêtement, pétrole, etc.)	21 540	20 915	6 730	5 990	28 270	26 905
57	C. gros, machines, matériel et fournitures	21 260	17 155	6 365	4 475	27 625	21 630
54/5/6	C. gros, autres pr. durables (quincaillerie, véhicules)	11 915	11 645	8 775	7 560	20 690	19 205
<b>J</b>	<b>Commerce de détail</b>	<b>109 175</b>	<b>119 635</b>	<b>78 530</b>	<b>75 320</b>	<b>187 705</b>	<b>194 955</b>
60	C. détail, aliments, boissons et médicaments	33 680	35 640	26 115	25 460	59 795	61 100
61	C. détail, chaussures, vêtements, tissus et filés	15 685	17 425	8 295	7 720	23 980	25 145
62	C. détail, meubles et appareils ménagers	6 585	7 790	3 700	3 970	10 285	11 760
63	C. détail, véhicules automobiles et pièces	17 980	20 850	18 850	18 150	36 830	39 000
64	C. détail, marchandises diverses	13 580	15 475	7 655	7 565	21 235	23 040
65	Autre commerce de détail	18 650	19 685	12 230	11 155	30 880	30 840
69	Commerce de détail hors magasin	3 015	2 775	1 690	1 300	4 705	4 075
<b>K</b>	<b>Intermédiaires financiers et assurances</b>	<b>52 775</b>	<b>65 200</b>	<b>14 110</b>	<b>16 615</b>	<b>66 885</b>	<b>81 815</b>
70	Intermédiaires financiers de dépôts	29 120	36 130	9 065	10 510	38 185	46 640
71	Crédit à la consommation et aux entreprises	2 115	2 960	425	585	2 540	3 545
72	Intermédiaires d'investissement	4 270	3 185	490	455	4 760	3 640
73	Assurances	13 480	19 825	3 540	4 615	17 020	24 440
74	Autres intermédiaires financiers	3 790	3 100	590	450	4 380	3 550
<b>L</b>	<b>Services immobiliers et agences d'assurances</b>	<b>20 530</b>	<b>17 845</b>	<b>7 310</b>	<b>6 925</b>	<b>27 840</b>	<b>24 770</b>
75	Services immobiliers	9 055	7 230	2 285	1 865	11 340	9 095
76	Agences d'assurances et agences immobilières	11 475	10 620	5 025	5 060	16 500	15 670
<b>M</b>	<b>Services aux entreprises</b>	<b>94 620</b>	<b>87 920</b>	<b>27 600</b>	<b>22 055</b>	<b>122 220</b>	<b>109 975</b>
771	Bureaux de placement et location de personnel	3 610	2 600e	895	600e	4 505	3 200e
772	Services d'informatique et services connexes	16 560	12 000e	3 700	2 400e	20 260	14 400e
773	Services de comptabilité et de tenue de livres	8 610	10 800e	4 010	3 500e	12 620	14 300e
774	Services de publicité	8 900	6 700e	2 480	1 500e	11 380	8 200e
775	Bureaux d'ingénieurs et autres serv. scientifiques	16 525	16 500e	5 290	5 100e	21 815	21 600e
776	Études d'avocats et de notaires	10 570	11 700e	2 760	3 000e	13 330	14 700e
777	Bureaux de conseils en gestion	8 640	5 200e	2 910	1 400e	11 550	6 600e
779	Autres services aux entreprises	21 210	22 300e	5 545	4 700e	26 755	27 000e

**Tableau 4.9 (suite)**

**Emploi selon le lieu de travail<sup>1</sup>, par secteur économique détaillé<sup>2</sup>, dans la Ville et la RMR<sup>3</sup> de Montréal, en 1991 et 1996**

Code CTI	Secteur économique	Ville de Montréal		Reste de la RMR		RMR de Montréal	
		1996	1991	1996	1991	1996	1991
<b>N</b>	<b>Administration publique</b>	<b>52 090</b>	<b>64 230</b>	<b>21 880</b>	<b>24 305</b>	<b>73 970</b>	<b>88 535</b>
81	Administration fédérale	13 160	17 010	6 415	7 720	19 575	24 730
82	Administrations provinciales et territoriales	15 230	17 500	4 615	4 520	19 845	22 020
83	Administrations locales	23 395	29 370	10 835	12 060	34 230	41 430
84	Organismes internationaux et extra-territoriaux	305	345	10	10	315	355
<b>O</b>	<b>Enseignement</b>	<b>71 235</b>	<b>68 515</b>	<b>35 145</b>	<b>33 010</b>	<b>106 380</b>	<b>101 525</b>
851	Enseignement élémentaire et secondaire	33 185	33 800e	29 095	28 000e	62 280	61 800e
852	Enseignement postsecondaire non universitaire	11 125	8 700e	4 085	3 200e	15 210	11 900e
853	Enseignement universitaire	23 000	22 600e	730	900e	23 730	23 500e
854/5/9	Bibliothèques, musées et autres services d'ens.	3 925	3 400e	1 235	1 000e	5 160	4 400e
<b>P</b>	<b>Santé et services sociaux</b>	<b>116 580</b>	<b>115 825</b>	<b>42 020</b>	<b>36 695</b>	<b>158 600</b>	<b>152 520</b>
861	Hôpitaux	61 660	66 500e	11 745	12 700e	73 405	79 200e
862	Autres établissements de santé et de serv. sociaux	13 535	12 500e	7 725	6 900e	21 260	19 400e
863	Services de santé hors institution	7 240	6 100e	3 490	2 700e	10 730	8 800e
864	Services sociaux hors institution	15 315	12 400e	9 260	6 700e	24 575	19 100e
865/6/7	Cabinets privés de médecins et autres spécialistes	14 740	14 500e	8 705	7 000e	23 445	21 500e
868/9	Laboratoires et associations en santé et serv. soc.	4 085	3 700e	1 100	800e	5 185	4 500e
<b>Q</b>	<b>Hébergement et restauration</b>	<b>54 360</b>	<b>55 185</b>	<b>30 045</b>	<b>26 865</b>	<b>84 405</b>	<b>82 050</b>
91	Hébergement	7 755	9 285	2 280	2 765	10 035	12 050
92	Restauration	46 605	45 895	27 770	24 105	74 375	70 000
921	Restauration	42 150	41 200e	25 930	22 000e	68 080	63 200e
922	Tavernes, bars et boîtes de nuit	4 455	4 700e	1 835	2 100e	6 290	6 800e
<b>96</b>	<b>Divertissements et loisirs</b>	<b>20 635</b>	<b>17 975</b>	<b>7 580</b>	<b>6 615</b>	<b>28 215</b>	<b>24 590</b>
961	Production et distr. de films et matériel audiovisuel	6 660	5 500e	975	900e	7 635	6 400e
962	Projection de films cinématographiques	730	1 000e	355	300e	1 085	1 300e
963	Théâtres et autres spectacles	3 530	4 300e	585	600e	4 115	4 900e
964	Sports commerciaux	930	1 200e	185	200e	1 115	1 400e
965	Clubs sportifs et services de loisir	2 435	2 200e	3 450	3 200e	5 885	5 400e
966	Loteries et jeux de hasard	2 920	1 000e	195	100e	3 115	1 100e
969	Autres divertissements et loisirs	3 430	2 900e	1 825	1 100e	5 255	4 000e
<b>97</b>	<b>Services personnels et domestiques</b>	<b>17 950</b>	<b>20 120</b>	<b>11 445</b>	<b>10 445</b>	<b>29 395</b>	<b>30 565</b>
971	Salons de coiffure et salons de beauté	6 505	7 300e	4 985	4 800e	11 490	12 100e
972	Blanchissage et nettoyage à sec	3 140	3 800e	1 275	1 400e	4 415	5 200e
973/4/9	Autres services personnels et domestiques	8 305	9 100e	5 185	4 100e	13 490	13 200e
<b>98</b>	<b>Associations</b>	<b>15 460</b>	<b>13 670</b>	<b>3 270</b>	<b>3 475</b>	<b>18 730</b>	<b>17 145</b>
<b>99</b>	<b>Autres services</b>	<b>23 925</b>	<b>24 530</b>	<b>9 445</b>	<b>8 385</b>	<b>33 370</b>	<b>32 915</b>
991/2	Location de machines et de véhicules automobiles	4 325	4 200e	2 420	1 700e	6 745	5 900e
995	Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	7 670	8 100e	2 920	2 900e	10 590	11 000e
996	Voyages	4 835	4 000e	785	700e	5 620	4 700e
993/4/9	Autres services n.c.a.	7 100	8 300e	3 310	2 900e	10 410	11 200e

1. Personnes de 15 ans et plus qui ont un lieu de travail habituel ou qui travaillent à domicile. Sont exclues les personnes qui n'ont pas d'adresse de travail fixe.

2. Selon la Classification type des industries de 1980 (CTI1980).

3. Selon les limites de 1996.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, produit personnalisé sur le lieu de travail.